



## LES 5 MOTEURS DE LA NOUVELLE ETAPE DE LA REVOLUTION BOLIVARIENNE En construisant le Socialisme du XXIème siècle

*Moteurs pour transiter comme des locomotives victorieuses, les grandes lignes transformatrices du Projet National Simón Bolívar, en matière politique, sociale, économique, militaire, territoriale, internationale et éthique..*

**Président Hugo Chávez Frías, 8 janvier 2007**

### PREMIER MOTEUR: LA LOI HABILITANTE

La Loi Habilitante permet à l'Assemblée Nationale d'autoriser le président de la République à émettre, en Conseil de Ministres et suivant les procédures indiquées dans la Constitution, des décrets-lois relatifs à des matières et des périodes déterminées. L'Assemblée Nationale devra les réviser par la suite et au cas où il s'agit des lois organiques, elles devront passer par la Court Suprême de Justice. Le 31 janvier 2007, l'Assemblée Nationale a approuvé, avec l'appui du peuple dans les rues, la Loi qui autorise le Président de la République à dicter des décrets avec Rang, Valeur et Force de Loi en 11 matières et pour une période de 18 mois. La liste des lois inclut des anciennes lois qui doivent être modifiées, des lois récentes qui ont également besoin d'être modifiées et des lois qui substitueront d'autres. Il y aura également de nouvelles lois dans le cadre de la Constitution pour développer davantage les mandats constitutionnels. Par exemple, le Code du Commerce, qui fut élaboré il y a plus de 100 ans: en 1904. Ce code a été soumis à plusieurs réformes, la dernière en 1955. D'autres exemples se trouvent dans les domaines de l'énergie électrique et des télécommunications, qui ont été privatisés sans en consulter le peuple. La nation doit récupérer la propriété des moyens stratégiques de la souveraineté, de la sécurité et de la défense. Dans la Frange de l'Orénoque, persiste toujours «l'ouverture pétrolière», où les entreprises internationales ont le contrôle et la domination de tous les processus d'amélioration des pétroles lourds.

### Pourquoi une Loi Habilitante?

La Loi Habilitante est un mécanisme qui est en général utilisé au début de chaque période présidentielle, afin de donner au gouvernement un plus grand pouvoir de manœuvre dans l'établissement de normes concernant des matières déterminées. Le but est de stimuler le programme gouvernemental présenté lors de la campagne électorale, lequel a été voté par le peuple pour être appliqué. Le fait que dans la composition actuelle de l'Assemblée Nationale tous les partis politiques et fractions soient des sympathisants du projet révolutionnaire dirigé par le Président Hugo Chávez Frías, ne garantit pas l'unanimité des critères et n'élimine pas automatiquement le débat et la discussion parlementaires. Au contraire, il sont un peu plus difficiles, parce qu'il faut y incorporer les intérêts de ceux qui ne sont pas représentés, dû à l'irresponsabilité des partis politiques de l'opposition, qui ont à nouveau essayé, par des moyens antidémocratiques, de frapper le gouvernement démocratiquement élu. La Loi Habilitante elle-même a été soumise à un intense processus de discussion et de délibération, raison pour laquelle son approbation définitive a été retardée, ce qui en soi justifie la demande d'une Loi Habilitante, justement pour impulser les lois considérées urgentes pour le développement de sa gestion.

## Todos los motores a máxima revolución... ¡rumbo al socialismo!



### La Loi Habilitantes n'est pas nouvelle au Venezuela

La Constitution de 1999, ainsi que les précédentes, permet la promulgation de lois habilitantes. En 1974, le Congrès octroya au ex-président Carlos Andrés Pérez une Loi Habilitante, à travers laquelle il régla l'établissement de salaires minimums, le gel des prix, les activités agricoles, l'augmentation des pensions, et dans le domaine des institutions gouvernementales, il créa le Fond des Investissements du Venezuela et élimina 7 instituts autonomes. En 1984, le congrès autorisa l'ex-président Jaime Lusinchi à décréter des lois, avec lesquelles il a mis en place un complexe système de contrôle de change pour différents secteurs économiques, nommé RECADI, qui est devenu l'un des plus scandaleux centres de corruption dans l'histoire du Venezuela. De la même façon, en 1993, l'ex-président intérim Ramón José Velásquez, qui est resté un peu plus d'un an au pouvoir, utilisa une Loi Habilitante pour refinancer la dette extérieure du Venezuela et reformer le système financier en concordance avec les postulats néolibéraux.

La Loi Habilitante ne signifie pas accorder des «pleins pouvoirs» au président de la République, et dans le cas actuel, il a été autorisé à légiférer dans 11 domaines:

**1. Dans le domaine de la transformation des institutions de l'Etat**, des normes seront dictées pour actualiser et transformer l'ordre légal des institutions de l'Etat, afin que leurs actions soient dirigés en faveur des citoyens, de façon efficace, efficiente, honnête, participative, simple, impartiale, rationnelle et transparente, en évitant le surdimensionnement structurel et en garantissant la participation populaire;

**2. Dans le domaine de la participation populaire**, des normes seront dictées pour établir des mécanismes de participation populaire de la communauté organisée dans l'application de l'ordre juridique et dans les domaines économique et social de l'Etat, par le biais de la planification, du contrôle social, de l'inspection technique sociale et de la pratique du volontariat; ainsi que pour adapter la structure organisationnelle des institutions de l'Etat, dans le but de permettre l'exercice direct de la souveraineté populaire;

**3. Dans le domaine des valeurs essentielles de l'exercice de la fonction publique**, des normes seront dictées pour éradiquer définitivement la corruption, réformer le régime des fonctionnaires, ainsi que la responsabilité personnelle du fonctionnaire, encourager son éthique, son actualisation technique continue et sa formation;

**4. Dans le domaine économique et social**, des normes seront dictées pour adapter la législation existante à la construction d'un nouvel modèle économique et social soutenable, destinées aux secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale, de la sécurité agroalimentaire, touristique, de la production et de l'emploi; qui permette l'insertion du collectif dans le développement du pays, afin d'atteindre l'égalité et la distribution équitable de la richesse, en actualisant le Système Public National de la Santé et en mettant en valeur la qualité de vie des citoyens et des peuples, ainsi que des communautés indigènes;

**5. Dans le domaine financier et fiscal**, des normes seront dictées pour approfondir et adapter le sys-

tème financier public et privé aux principes constitutionnels, ainsi que pour moderniser les secteurs monétaire, bancaire et des assurances;

**6. Dans le domaine de la sécurité citoyenne et juridique**, des normes seront dictées en faveur de l'organisation et le fonctionnement du système de la sécurité citoyenne, le système policier et le système pénitentiaire; ainsi que pour établir des procédures efficaces, efficientes, transparentes et technologique aptes et des sécurités pour l'identification citoyenne, le contrôle migratoire et la lutte contre l'impunité, de même que pour la sécurité juridique;

**7. Dans le domaine de la science et de la technologie**, des normes seront dictées pour permettre leur développement, afin de satisfaire les nécessités de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de la biodiversité, de l'industrialisation et de la qualité de vie de la population;

**8. Dans le domaine de l'aménagement du territoire**, des normes seront dictées pour établir une nouvelle distribution et occupation des espaces sous-nationaux, afin de constituer une nouvelle régionalisation au pays, dans le but d'optimiser l'action de l'Etat, ainsi que pour réguler la création d'établissements de la communauté dans le territoire national qui stimulent le développement endo-

**L'insertion du collectif dans le développement du pays.**

**9. Dans le domaine de la sécurité et de la défense**, des normes seront dictées pour établir l'organisation et le fonctionnement des sujets relatifs à la sécurité et à la défense intégrale de la Nation, ainsi qu'à l'implémentation des zones opérationnelles de défense; de la structure, l'organisation et le fonctionnement de l'Armée Nationale; de la discipline, de la carrière militaire, du Système National d'Intelligence et de Contre-intelligence, d'armes et de l'attention intégrale aux frontières;

**10. Dans le domaine de l'infrastructure, des transports et des services**, des normes seront dictées pour encourager l'utilisation du potentiel humain et industriel, ainsi que l'infrastructure existante, afin d'optimiser les systèmes de transport terrestre, ferroviaire, maritime, fluvial et aérien, en régulant la prestation des services publics et un système de

logements dignes, ainsi que le développement des activités marines, des espaces aquatiques et insulaires, des ports, des zones côtières et le commerce maritime, ainsi que les télécommunication et la technologie de l'information, le service postal et l'accès des citoyens à l'Administration Publique par le biais de mécanismes informatique, électronique et télématiques; et

**11. Dans le domaine énergétique**, des normes seront dictées au sujet des hydrocarbures et de leurs produits dérivés, afin d'adapter la normative en vigueur aux transformations de l'Etat et la mettre en harmonie avec le principe de la pleine souveraineté des ressources naturelles; telles que celles concernant les compétences régulatrices de supervision et de contrôle du Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Energie et le Pétrole; les relatives aux régimes sanctionnaires, disciplinaires et d'administration et à la perception d'impôts; au système de distribution et de transport des produits dérivés du pétrole et du gaz domestique; et aux mesures de sécurité applicables aux biens affectés aux activités pétrolières, en soulignant spécialement les technologiques et informatiques, et à l'administration et l'investissement des revenus perçus para la République grâce aux hydrocarbures. Des normes seront également dictées pour permettre l'Etat d'assumer directement, o par le biais d'entreprises de sa propriété exclusive, le contrôle des activités réalisées par les association qui opèrent dans la Frange Pétrolifère de l'Orénoque, en incluant les entreprises d'amélioration et les association d'exploration à risque et gains partagés, pour régulariser et adapter leurs activités au cadre légal qui règle l'industrie pétrolière nationale, à travers la figure d'entreprises mixtes ou des entreprises appartenant exclusivement à l'Etat. De la même façon, des normes seront dictées pour réformer la Loi Organique des Hydrocarbures Gazeux, afin d'adapter l'utilisation, l'exploration, l'exploitation et l'industrialisation du gaz aux politiques implantées par l'Exécutif National pour ce secteur. Dans le secteur électrique, des normes seront dictées qui permettront à l'Etat d'assumer directement ou par la biais d'entreprises de son exclusive propriété, le contrôle des activités réalisées par les entreprises privées dans le secteur électrique pour des raisons stratégiques, de sécurité, d'utilité ou de bien-être social.

La nationalisation des Associations Stratégiques de la Frange Pétrolière de l'Orénoque se réalisera sous une loi spéciale, dans laquelle un minimum de 60% des actions sera réservé pour PDVSA, l'entreprise étatale. Cette mesure ne peut pas être perçue comme une surprise, car pendant l'année 2006, l'Etat vénézuélien a eu des négociations avec ces associations pour qu'elles embrassent la loi qui règle le secteur. Le gouvernement a offert aux entreprises un délai, mais aucune d'entre elles n'a assumé son rôle. Une fois que la loi sera établie, les conditions pour la migration seront stipulées. Les négociations avec chaque partenaire auront lieu séparément. Il est attendu que pour le premier mai les opérations des champs de la Frange Pétrolière de l'Orénoque seront en mains de l'Etat. A tout moment, il y aura une disposition pour négocier avec les entreprises étrangères qui opèrent sur place. «Je suis sûr qu'elles vont accepter parce que nous continue-

ront à être des partenaires, mais si elles ne sont pas d'accord, elles auront toute la liberté de s'en aller », a exprimé le Président Hugo Chávez. Les 3000 à 4000 personnes qui travaillent actuellement pour les entreprises de la Frange Pétrolière de l'Orénoque deviendront partie du personnel de PDVSA une fois que le schéma de la nationalisation sera concrété.

La Nationalisation du Secteur Electrique se réalisera en respectant le cadre constitutionnel et légal du Venezuela. La mesure se justifie parce que ces zones sont considérées d'importance stratégique fondamentale. L'élaboration de la Loi de la Nationalisation du Secteur Electrique sera une des premières tâches qu'assumera le Président de la République Hugo Chávez Frías pendant l'exécution de la Loi Habilitante. La mesure de la nationalisation impliquera l'Electricidad de Caracas et ses entreprises filiales, ainsi que la C.A. Electricidad de Ciudad Bolívar

(Elebol), Electricidad de Valencia (Eleva), Luz y Fuerza Eléctricas de Puerto Cabello (Calife), Turboven, e.a. La réforme de Loi Organique du Service Electrique exigera l'approbation de la Court Suprême de Justice. En ce qui concerne la nationalisation de la Compañía Anónima Teléfonos de Venezuela (CANTV), un accord transparent a été atteint par le gouvernement pour acquérir 28,5% des actions de CANTV, propriété de l'entreprise Verizon Communications Inc., dans une opération qu'initie le processus de nationalisation d'une des entreprises stratégiques les plus importantes pour le développement du pays. Le prix a été discuté et convenu avec l'entreprise. Le Ministère du Pouvoir Populaire pour les Finances est en train d'analyser d'autres estimations financières, tandis que tout ce qui concerne l'opérativité de l'entreprise, la qualité du service et l'augmentation de la couverture est exécuté par le portefeuille des Télécommunications et de l'Informatique.

## DEUXIEME MOTEUR : LA REFORME CONSTITUTIONNELLE

La Constitution approuvée en 1999, nous présente le premier étage pour la construction du Socialisme du XXI Siècle, mais pour avancer, avec une plus grande amplitude et dimension, il faut un ensemble de réformes. Cette Constitution est née au milieu de la tempête, et des erreurs du passé y sont toujours infiltrées, d'autres éléments n'ont pas été bien déterminés. Le Pouvoir Constituant est convoqué pour accélérer cette réforme. C'est le désir du peuple qui a voté en masse pour continuer les modifications vers le socialisme. Le peuple a voté pour la voie du socialisme, un socialisme qui se trouve en processus de construction, qui est différent au socialisme du XXème

Siècle, parce qu'il n'est pas un socialisme d'Etat comme celui qui a été appliqué par l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est, mais un socialisme plural et moins concentré sur l'Etat, humaniste et pacifique, soutenable, démocratique et participatif. L'Article 342 de la Constitution dit que « le but de la réforme constitutionnelle est une révision partielle de la Constitution », mais une constituante implique la rédaction d'une autre Constitution, ce qui n'est pas envisagé. La constitution établit les limites de la réforme, permet la substitution d'une ou de plusieurs normes, pour autant que les principes fondamentaux ne sont pas modifiés. Les premiers neuf articles de la constitution sont les princi-

pes fondamentaux. Par exemple, l'article 302 réserve l'activité pétrolière à l'Etat, mais pas la gazière. Là il faut mentionner plutôt «activité d'hydrocarbures liquides, solides et gazeux.» De la même façon, l'article 303 stipule que l'Etat, « pour des raisons de souveraineté économique, politique et de stratégie nationale » conservera la totalité des actions de Petróleos de Venezuela ou de l'entité créée pour la gestion de l'entreprise pétrolière », mais fait exception de celles des « filiales, associations stratégiques, entreprises et autres » ; ce qui n'est rien d'autre que la privatisation du pétrole vénézuélien. Cela doit être modifié, parce qu'au Venezuela il n'y aura plus de privatisations.

### Propriété Privée

Les entrepreneurs privés et les petits producteurs sont invités à participer dans cette construction du socialisme vénézuélien. La propriété privée sera respectée. « Le modèle socialiste du Venezuela est original et ne peut pas être comparé à aucune expérience similaire, même pas la cubaine, parce chaque territoire, chaque période et chaque peuple ont des particularités qui leur rendent différents », a dit le Président Hugo Chávez. « Nous ne rejetons pas la propriété privée », ce droit est consacré dans la Constitution, mais celle-ci doit être de plus en plus en fonction du bien-être social, a-t-il souligné. En plus, il y a aussi la propriété sociale, constituée par des ressources stratégiques, telles que le pétrole et l'énergie, qui ne peuvent pas être privatisées, mais administrées par l'Etat.

### Réélection Présidentielle

La réforme de la Constitution ne prétend pas « perpétuer » le Président Hugo Chávez au pouvoir. Ce qui est proposé c'est d'éliminer l'obstacle pour qu'un président puisse essayer d'être réélu après avoir servi dans sa fonction pendant deux périodes, ce qui est normal en Europe ou au Canada. Indépendamment de cette réforme, au Venezuela existeront toujours des élections libres, équitables et transparentes pour chaque période présidentielle, ainsi que la tenue de referenda de révocation à la moitié du mandat. Seul le peuple vénézuélien, dépositaire du pouvoir constituant originaire, tel qu'il est stipulé par l'article 374 de la Constitution, devra voter, par le biais d'un referendum, toute réforme de la Constitution, y compris tout ce qui concerne la réélection présidentielle.



TROISIÈME MOTEUR : MORALE ET LUMIÈRES

*La morale et les lumières sont les pôles d'une République; Le morale et les lumières sont nos premiers besoins. Simón Bolívar. Discours d'Angostura. 1819*

L'éducation s'agit également de valeurs, de culture et de solidarité. Pendant toute l'année 2007, se tiendra la Journée nationale Morale et Lumières. L'éducation dans tous les espaces: éducation morale, économique, politique et sociale. L'éducation au-delà de l'école: dans les fabriques, les ateliers, les champs, dans les noyaux du développement endogène. Tout le peuple vénézuélien sera intégré dans cette journée. Che Guevara appelait à débattre, à parler

de tout ce qui n'était pas compris, à discuter et à demander des éclaircissements de ce qui n'est pas claire, à déclarer la guerre à toute sorte de formalismes; il faut être ouvert à de nouvelles expériences. Il faut chercher plus de temps pour écrire et beaucoup de temps pour lire, réfléchir et étudier. Un combattant révolutionnaire doit étudier tous les jours de sa vie, toutes les nuits de sa vie, il doit étudier la théorie et la pratique, naviguer dans les eaux de la dialectique.

Etudier de façon permanente, aller à la recherche de la connaissance dans le champ, dans la colline, dans la rue. Discussion, débat des idées. Éducation populaire à tout moment et dans tous les espaces. Il faut démolir les vieilles valeurs de l'individualisme, du capitalisme, de l'égoïsme; il faut créer de nouvelles valeurs et approfondir dans l'éducation, la culture, la science, la technologie, la conscience, l'idéologie...est cela peut être atteint par le biais de l'éducation, de l'exemple.

QUATRIÈME MOTEUR : LA NOUVELLE GEOMETRIE DU POUVOIR

La démocratisation du pouvoir. Il faut analyser de quelle façon est distribué le pouvoir politique, social, économique et militaire et comment cela devrait être en fonction de la démocratisation. Une nouvelle manière est cherchée pour distribuer le pouvoir économique, social et militaire dans l'espace; la division politique-territoriale du pays sera révisée; et des formules plus adaptées à la réalité et aux aspirations du Venezuela Socialiste seront cherchées. Au niveau des Etats, la situation n'est pas grave, mais au niveau municipal règne la bureaucratie, la corruption et l'inefficacité. Le modèle de la IV République reste intact. Il y a des mai-

ries et des communes qui ont une extension territoriale gigantesque, tandis que d'autres n'ont que peu de territoire et sont surpeuplées, sans capacité de manœuvre ni de décision et presque la totalité de leur budget disparaît dans la bureaucratie; chacun veut des conseillers, un chauffeur, une camionnette et un palais. La Commune Libertador de Caracas a plus d'habitants que beaucoup d'Etats qui ont des centaines de communes. Il faut commencer par changer les petits détails, démonter les privilèges, les mauvaises habitudes, parce que même si des changements politiques et économiques sont introduits, les vieilles habitudes, les odieuses

différences de classes, les obscènes privilèges restent maintenus. Pour cela, il faut que le Pouvoir Populaire occupe tous les espaces, et cela, à son tour, aura besoin de la révision des lois organiques; comme celle des Conseils Municipaux; qui sont des anciennes structures politiques qui n'ont aucun pouvoir réel. Il faut construire une relation symétrique, une application symétrique du pouvoir économique, du pouvoir social, du pouvoir militaire, le long et le large du territoire, qui rende possible la démocratisation du pouvoir et l'éradication de la bureaucratie et de la corruption.

CINQUIÈME MOTEUR: L'EXPLOSION DU POUVOIR COMMUNAL

Le Pouvoir Populaire est l'âme, les nerfs, l'os, la chair et l'essence de la démocratie bolivarienne, de la démocratie révolutionnaire, de la vraie démocratie. Ce moteur est celui qui a la plus grande force. Mais cette explosion, créatrice, du Pouvoir Communal dépendra pour son développement et succès, du succès des autres quatre moteurs. Elle dépendra des lois habilitantes, de la Réforme de la Constitution, de la Journée Nationale Morale et Lumières, de la nouvelle géométrie du pouvoir et d'autres facteurs. A cette fin a été proposée la création d'un système de villes fédérales dans le cadre de la Constitution Nationale. Sur ce territoire fédéral, l'Etat concentrerait tout son effort politique, économique et social pour

transiter le chemin vers une ville communale où les comités paroissiaux, les mairies et les conseils municipaux ne seront plus nécessaires, car il y aura le Pouvoir Communal. Une nouvelle géométrie du pouvoir, dans toute la ligne, dans toute l'extension et à plein volume. Les Conseils Communaux doivent dépasser le niveau local. Il ne doit pas y avoir des limites pour les Conseils Communaux, parce qu'ils sont des outils du Pouvoir Populaire Constituant; au contraire, il faut les impulser et les renforcer. Les Conseils Communaux doivent aboutir à une sorte de fédération de Conseils Communaux, réglée par la loi, pour qu'ils puissent renfermer un espace beaucoup plus grand, leur permettant de

faire des profonds diagnostics de la zone communale et, en se basant sur le diagnostic, faire un plan, un budget participatif, pour pouvoir développer des travaux plus importants et pour mettre en valeur la qualité de vie au niveau économique, social et politique. L'Explosion du Pouvoir Populaire prend un certain temps, ce temps sera accéléré, mais même ainsi, elle prendra son propre temps. Progressivement, le pouvoir constitué devra transférer du pouvoir politique, social, économique et administratif au Pouvoir Communal, pour que nous nous dirigeons vers l'Etat socialiste. «Patience et plus de patience, travail et plus de travail, constance et plus de constance, pour avoir une Patrie», disait Simón Bolívar.

Referencias:  
Ministerio del Poder Popular para la Comunicación e Información  
Discursos del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías, en la Juramentación del nuevo Gabinete Ejecutivo (8-01-07); Juramentación del Presidente de la República (10-01-07); y Juramentación del Consejo Presidencial para la Reforma Constitucional y del Consejo Presidencial del Poder Comunal (17-01-07).

¡Nada detiene la revolución!

